

GROUPE



Protocole d'accord
portant sur l'organisation de la consignation et de la déconsignation
des indemnités d'expropriation,
en cas d'obstacle au paiement entre les mains des expropriés des
parcelles concernées par le projet du Grand Paris

Entre :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement public spécial créé par la loi du 18 avril 1816 et régie par les articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 Paris,

Représentée par Odile Renaud-Basso, Directrice générale adjointe, dûment habilitée aux fins des présentes.

Et

La Société du Grand Paris, établissement public industriel et commercial, régi par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 et par le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010, dont le siège est à Saint-Denis (93200), Immeuble Le Cézanne, 30 avenue des Fruitiers identifiée au SIREN sous le numéro 525046017 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny,

Représentée par Monsieur Philippe YVIN, Président du Directoire dudit établissement, fonction à laquelle il a été nommé en vertu d'un décret de Monsieur le Président de la République en date du 20 février 2014, et ayant tous pouvoirs en vertu des articles 7 et 8 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris d'une part et de l'article 17 du décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris d'autre part.

Préambule

La Caisse des Dépôts est pleinement engagée en faveur de la réalisation du projet du Grand Paris. La convention qu'elle a signée le 28 mars 2014 avec l'Etat prévoit notamment que la Caisse des Dépôts accompagne le volet mobilité du projet, en appuyant l'action d'établissements tels que la Société du Grand Paris.

La Société du Grand Paris a été créée par la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris et par le décret n°2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris. Elle a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer également la réalisation, qui comprend notamment la construction des lignes, ouvrages et installations fixes et la construction et l'aménagement des gares, y compris d'interconnexion ainsi que l'acquisition des matériels roulants.

A cette fin, la Société du Grand Paris peut acquérir, au besoin par voie d'expropriation, des biens de toute nature, immobiliers ou mobiliers, nécessaires à la création et à l'exploitation des infrastructures du réseau de transport public du Grand Paris.

En cas d'expropriation, la Société du Grand Paris ne peut prendre possession des immeubles expropriés qu'après paiement des indemnités aux expropriés ; cette règle est applicable même en matière d'urgence.

L'article R.13-65 du code de l'expropriation prévoit que, s'il existe un obstacle au paiement, l'expropriant peut prendre possession en consignation le montant de l'indemnité. Et l'article R.13-66 du même code précise que lorsque l'indemnité a été consignée, la Caisse de dépôts et consignations assure le paiement de l'indemnité à l'exproprié désigné par l'expropriant.

1. Objet du protocole d'accord

Le présent protocole a pour objet de définir le processus d'organisation de la consignation et de la déconsignation des indemnités d'expropriation en cas d'obstacle au paiement entre les mains des expropriés des parcelles concernées par le Réseau de Transport Public du Grand Paris.

Il a pour objet d'organiser le processus des consignations éventuelles et des déconsignations de telle manière que :

- la coordination des services de l'agence des consignations de la Caisse des dépôts et de la Société du Grand Paris soit assurée et permette la fluidité des processus,
- l'information de la Société du Grand Paris de la date effective de la consignation, conditionnant la libération foncière, soit assurée,
- la déconsignation des sommes au profit des expropriés soit effectuée sans retard dès que l'obstacle au paiement ayant justifié leur consignation a disparu,
- les démarches des expropriés pour obtenir paiement des sommes leur revenant soient optimisées dans un souci de simplification et d'efficacité,
- l'information de la Société du Grand Paris quant à la bonne fin des opérations de déconsignation soit systématisée,
- soit garantie la sécurisation des processus, notamment pour ce qui concerne l'acheminement des pièces nécessaires à la consignation et à la déconsignation.

2. La consignation en cas d'obstacle au paiement direct aux expropriés

2.1. Le rôle de la Société du Grand Paris

Lors de la phase judiciaire de la procédure d'expropriation, en cas d'obstacle à paiement des indemnités, la SGP prendra des décisions de consignation afin de garantir la prise de possession des biens.

La SGP transmet à la CDC l'ensemble des pièces nécessaires à la consignation, c'est-à-dire la déclaration de consignation accompagnée des annexes listées ci-dessous :

- la décision de consignation, signée par un représentant habilité de la SGP. La décision de consignation décrit le ou les obstacles au versement direct des indemnités et précise, lorsqu'ils sont connus, les bénéficiaires des indemnités à la date de l'ordonnance d'expropriation,
- l'ordonnance d'expropriation constatant le transfert de propriété,
- la copie du jugement rendu en premier ressort fixant l'indemnité d'expropriation,
- la copie des éventuels actes d'opposition signifiés auprès de l'expropriant (procès-verbal de carence, sommation à comparaître),
- les arrêtés de cessibilités signifiés, et les attestations de non recours, (non pourvoi, non appel).

La transmission de la déclaration de consignation s'effectue par voie papier (déclaration de consignation en original), à l'adresse suivante :

Direction des services bancaires de la Caisse des Dépôts
Agence des consignations DSBA5
Pôle Administrations, Collectivités Publiques et Banques
15, quai Anatole France
75356 Paris SP

En parallèle, l'ensemble des pièces nécessaires à la consignation listées ci-dessus (déclaration de consignation scannée comprise) est adressée de manière dématérialisée par la SGP via sa GED (gestion électronique de documents) au responsable du service du pôle de consignation, pour lui permettre l'instruction accélérée du dossier de consignation et d'assurer *in fine* le suivi de bonne fin de l'opération.

2.2. Le rôle de l'agent comptable de la SGP

Au vu de la déclaration de consignation prise par la Société du Grand Paris et des autres pièces nécessaires à la consignation listées à l'article 2.1. ci-dessus, l'agent comptable de la SGP :

- initie le virement de l'indemnité vers le pôle de gestion de l'agence des consignations,

en validant la dépense sur la domiciliation bancaire dédiée de la Caisse des Dépôts,

– exécute le mandatement des fonds auprès du guichet unique de la CDC. Le flux financier se fera par virement des fonds par l'appliquet unique de la CDC (RIB) avec pour intitulé pour chacun des virements la codification suivante : « SGP + NOM EXPROPRIÉ ».

2.3. Le rôle du pôle de gestion de l'agence des consignations

A réception :

- de la version dématérialisée sur la GED de la SGP de l'ensemble des pièces nécessaires à la consignment listées à l'article 2.1 ci-dessus,
- de l'original de la décision de consignment,
- du virement des fonds assuré par le comptable public,

le pôle de gestion de l'agence des consignations ouvre le compte de consignment au nom des expropriés et adresse le récépissé original à la Société du Grand Paris.

2.4. Synthèse

L'annexe n°1 au présent protocole présente la synthèse des modalités d'échange d'informations avec le pôle de gestion de l'agence des consignations, guichet unique, mis à disposition par la CDC pour la SGP, en ce qui concerne le processus de consignment.

3. La déconsignation

3.1. Le rôle de la Société du Grand Paris

Lorsque le ou les obstacles ayant justifié la consignment des indemnités sont levés, la Société du Grand Paris adresse au pôle de gestion de l'agence des consignations, via la GED de la SGP, la décision de déconsignation indiquant :

- le nom de l'attributaire définitif des fonds en se positionnant à la date de l'ordonnance d'expropriation,
- la date d'entrée en jouissance par la Société du Grand Paris du bien exproprié,
- le relevé d'identité du compte bancaire de l'exproprié sur lequel le remboursement des fonds sera effectué,
- la copie d'une pièce d'identité officielle en cours de validité pour les personnes physiques, le numéro de SIRET pour les personnes morales,
- les éléments nécessaires au traitement fiscal des intérêts servis par la Caisse des Dépôts et revenant à l'exproprié : copie de la carte d'identité (ou toute autre pièce réglementaire valable) en cours de validité de l'exproprié,
- l'état hypothécaire datant de 6 mois après la publication de l'ordonnance d'expropriation (ou extrait K-bis de moins de 3 mois si éviction commerciale),
- la mainlevée des inscriptions ou oppositions grevant les fonds ou attestations de désintéressement des créanciers (selon le cas d'espèce).

3.2. Le rôle du pôle de gestion de l'agence des consignations

A réception :

- de la décision de déconsignation transmise par la Société du Grand Paris,
- du RIB du compte ouvert au nom du bénéficiaire des indemnités,
- de la copie de la carte d'identité (ou de toute autre pièce réglementaire valable) de l'exproprié,
- de toute autre pièce justifiant de l'absence de charges pouvant grever l'indemnité d'expropriation,

le pôle de gestion de l'agence des consignations :

- procède à la déconsignation demandée dans le délai maximum de 10 jours ouvrés,
- informe par courrier, courriel ou via la GED de la Société du Grand Paris de la réalisation du paiement.

Le pôle de gestion de l'agence des consignations indique en retour à la SGP s'il existe un reliquat sur la consignation.

Dans l'affirmative, le pôle de l'agence des consignations verse ce reliquat à la SGP.

3.3. Le traitement des intérêts versés par la Caisse des Dépôts

Les modalités de paiement et de consignation de l'indemnité sont édictées par les articles R. 13-62 à R. 13-78 du code de l'expropriation.

Les intérêts constituant la contrepartie de la jouissance du bien vendu, leur sort est fixé en fonction de la date d'entrée en jouissance par l'expropriant du bien exproprié ou vendu amiablement (article 1652 du code civil tel qu'interprété par la Cour de cassation : Req. 19 juin 1928 ; Civ. 3^{ème} 30 juin 1992).

Tant que l'indemnité d'expropriation ne lui a pas été payée ou consignée, le propriétaire conserve la jouissance de son bien et continue à en percevoir les fruits (Civ 3^{ème}, 3 octobre 1980, JCP éd. G1980 IV, page 405). De même, selon la Cour de cassation (Civ 3^{ème}, 14 janvier 1998, Bull civ.III n°9), en cas de consignation, l'expropriant ne peut à la fois jouir des biens expropriés et percevoir les fruits de la part d'indemnité consignée et irrévocablement accordée à l'exproprié.

Ainsi, avant l'entrée en jouissance du bien par l'expropriant, les intérêts de consignation reviennent à ce dernier. Par contre, dès lors que l'expropriant a pris possession du bien, les intérêts appartiennent à l'exproprié.

En cas de contestation par l'exproprié de la date figurant dans la décision de déconsignation, il lui appartiendra de saisir le juge de l'expropriation. La Caisse des Dépôts et consignations peut, par ailleurs, procéder à la déconsignation au vu d'un accord des parties.

3.4. Synthèse

L'annexe n°2 au présent protocole, présente la synthèse des modalités d'échange d'information avec le pôle de gestion de l'agence des consignations, guichet unique mis à disposition par la CDC à la SGP, en ce qui concerne le processus de déconsignation.

4. Modalités d'échanges dématérialisés des données – convention de preuve

4.1. Modalités d'échanges dématérialisés

Afin d'effectuer la consignation-déconsignation des sommes concernées par une procédure d'expropriation, la Société du Grand Paris aura la possibilité de transmettre à la CDC, les pièces suivantes :

- la déclaration de consignation accompagnée de ses annexes, détaillées à l'article 2.1,
- ou
- la décision de déconsignation, accompagnée de ses annexes, détaillées à l'article 3.1,

par voie électronique, via le système de plateforme sécurisée (GED FONCIERE) dédié et mis en place par la SGP dans le cadre de l'échange de ses données pour le suivi de son action foncière.

L'échange de pièces via le système sécurisé de la GED confèrera aux échanges électroniques une valeur probatoire identique aux échanges papier pour l'ensemble des pièces, exception faite pour la déclaration de consignation (et son récépissé) qui restera original, et transitera au format papier.

Lors du processus de consignation, la SGP mettra à disposition du pôle de gestion de l'agence des consignations dans la GED, la déclaration de consignation et l'ensemble de ses annexes.

Annexes : liste des pièces de consignation admises et transmises par voie dématérialisée :

- la déclaration de consignation (+ version papier),
- la décision de consignation,
- l'ordonnance d'expropriation,
- la copie du jugement rendu en premier ressort,
- la copie des éventuels actes d'opposition signifiés auprès de l'expropriant,
- les arrêtés de cessibilités signifiés, et les attestations de non recours (non pourvoi, non appel).

Seul un exemplaire papier de la déclaration de consignation sera envoyé en parallèle de la transmission par voie dématérialisée, via la GED, au pôle de gestion de l'agence des consignations.

Lors du processus de déconsignation, la SGP mettra à disposition du pôle de gestion de l'agence des consignations dans la GED, la décision de déconsignation et l'ensemble de ses annexes.

Annexes : liste des pièces de déconsignation admises et transmises par voie dématérialisée :

- la décision de déconsignation,
- le relevé d'identité du compte bancaire de l'exproprié en original,
- la copie d'une pièce d'identité officielle en cours de validité pour les personnes physiques, le numéro de SIRET pour les personnes morales,

- l'état hypothécaire datant de 6 mois après la publication de l'ordonnance d'expropriation, (ou extrait K-bis de moins de 3 mois si éviction commerciale),
- la mainlevée des inscriptions ou oppositions grevant les fonds ou attestations de désintéressement des créanciers (selon le cas d'espèce).

4.2 – Convention de preuve

La Société du Grand Paris déclare garantir l'intégrité des pièces qui seront déposées sur la GED. Les Parties acceptent la force probante des documents déposés dans la GED.

A ce titre, les Parties s'engagent par les présentes à accepter qu'en cas de litige, les documents déposés dans la GED par la SGP fassent preuve des données et des faits qu'ils contiennent.

5. Utilisation et ouverture d'accès à la GED de la SGP

La CDC bénéficiera d'un accès à la GED de la SGP. Pour cela la SGP délivrera des codes de connexions spécifiques et individuels afin que le pôle de gestion de l'agence des consignations puisse accéder directement aux documents nécessaires.

La SGP diffusera dans la GED des notifications à l'intention de la CDC pour lui indiquer le dépôt de documents liés à une consignation ou une déconsignation.

Le pôle de gestion de l'agence des consignations bénéficiera d'une formation dispensée par la SGP pour l'utilisation de la GED.

Des utilisateurs seront identifiés au sein du pôle de gestion de l'agence des consignations et recevront un login et un mot de passe uniques pour accéder à la GED foncière de la SGP.

6. Entrée en vigueur et durée

Le protocole entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties.

Il est conclu pour une durée de douze mois calendaires, renouvelable par tacite reconduction par périodes successives de douze (12) mois calendaires

Il cessera lorsque la SGP n'aura plus la nécessité de recourir à la consignation et à la déconsignation des indemnités d'expropriation, ou à tout moment d'un commun accord entre les parties, ou encore sur résiliation par la CDC ou la Société du Grand Paris par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée moyennant un préavis d'un (1) mois précédant sa date anniversaire.

7. Confidentialité

Les Parties s'engagent à garder confidentielles toutes les informations échangées en vertu du présent protocole.

Cette obligation de confidentialité demeure valable pendant toute la durée nécessaire à la consignation à la suite d'une procédure d'expropriation ou de l'exercice du droit de préemption.

8. Données à caractère personnel

La Société du Grand Paris déclare respecter toutes les formalités et obligations fixées par la loi « Informatique et Libertés ».

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux,

Le 12 décembre 2014

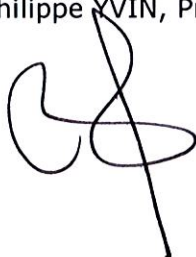
Pour la Caisse des Dépôts et Consignations,

Odile Renaud-Basso, Directrice générale adjointe

A blue ink signature, appearing to be 'OR', with a horizontal line underneath.

Pour la Société du Grand Paris,

Monsieur Philippe YVIN, Président du Directoire

A black ink signature, appearing to be 'PY', with a long vertical line extending downwards from the end.